Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 71 (1926)
Heft: 3

Artikel: L'évolution nécessaire de notre stratégie défensive
Autor: Diesbach, de
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-340951

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

REVUE MILITAIRE SUISSE

LXXIe Année | N° 3 | Mars 1926

L'évolution nécessaire de notre stratégie défensive.

La cristallisation de la guerre, pendant ses dernières années, sur des fronts hermétiques et continus, a pu faire naître dans le public, à un moment donné, l'idée que seul le matériel compterait à l'avenir ; que les soldats ne seraient plus désormais qu'une main-d'œuvre de moins en moins décisive au service de machines toujours plus nombreuses ; que les généraux deviendraient des manières de chefs d'usine ou de chantier ; en un mot que le génie des batailles et la valeur des troupes ne joueraient qu'un rôle très secondaire dans les guerres futures.

Mais déjà les profanes eux-mêmes ont réformé ces conclusions simplistes. Les événements du Maroc leur ont ouvert les yeux, et il faut avouer que, s'ils n'ont pas été une révélation pour nous, soldats, nous avons puisé tout de même un certain réconfort dans les leçons qui s'en dégagent.

Les armées qui ont fait la guerre, sous l'impression des résultats obtenus dans la période de stabilisation, ne voulaient pas renoncer, cela se conçoit, à la supériorité provenant du formidable outillage acquis à ce moment-là. Elles se sont réorganisées en lui faisant une place prépondérante. Ces armées traîneraient donc après elles, en campagne, un matériel qui leur permettrait, par exemple, de faire mûrir, hors de portée de nos réactions, les positions où nous aurions résolu de les attendre. Mais cette disproportion entre l'outillage et les effectifs humains alourdirait considérablement les colonnes de marche de l'envahisseur et les rendrait singulièrement vulnérables. Ce n'est qu'une fois déployées devant le front que nous occuperions, qu'elles retrouveraient toute la supériorité de leur outillage hypertrophique.

Allons-nous nous prêter complaisamment à ce jeu-là, en leur servant une stratégie et une tactique exemptes de toute surprise ? Je ne le pense pas.

La question la plus épineuse, et dont la solution, à mon avis, ne souffre aucun retard, est celle de la réorganisation de notre aviation de chasse. Il n'y a qu'elle qui pourrait paralyser dans une certaine mesure les entreprises aériennes de l'ennemi, pendant les premiers jours de guerre, qui seront pour nous incontestablement les plus critiques. C'est à cette mission primordiale que nous devons donc consacrer notre aviation tout entière, et il est inutile de la préparer à d'autres tâches qu'elle ne pourrait vraisemblablement jamais remplir.

Nous avons d'excellents aviateurs, mais nous n'en avons pas assez, et leurs appareils sont tout à fait insuffisants pour la tâche qui les attend. Je sacrifierais volontiers pour ma part l'artillerie lourde à la mise au point de notre aviation. Car c'est à cette dernière, livrée à ses propres forces, qu'il appartiendra de nous sauver aux premières heures de la guerre, tandis que l'artillerie lourde, elle, ne nous sera indispensable que beaucoup plus tard, quand nous jouerons notre va-tout sur le front décisif. Or, selon toutes probabilités, nous ne serons jamais le but final de l'envahisseur, qui chercherait simplement en nous passant sur le corps à mieux frapper son adversaire principal. Aussi ce dernier nous fournirait-il sans rechigner les gros calibres nécessaires à une résistance qui lui profiterait autant qu'à nous-mêmes.

Mais supposons résolu l'angoissant problème de notre protection aérienne aux premiers moments de la guerre, et passons à la phase suivante, celle de la résistance de notre armée, au sujet de laquelle je voudrais vous soumettre quelques idées nouvelles. Or pour en arriver là, il faut admettre, cela va sans dire, que nous aurions pu mobiliser. Admettons-le donc, et voyons en quoi consisteraient ces innovations.

Après la grande guerre, nous avons tout naturellement introduit chez nous les procédés tactiques des belligérants, et nous ne l'avons pas fait toujours avec discernement, tant est grand généralement le prestige du vainqueur sur les armées qui n'ont pas fait campagne.

Nous avons donc copié tant et plus, aveuglément parfois, assurant ainsi d'avance au maître une supériorité absolue sur l'élève, demeuré plus gauche et inexpérimenté.

Et cette supériorité, déjà grave en elle-même, deviendrait écrasante pour nous, du fait que l'ennemi disposerait, en plus, d'un outillage auquel le nôtre ne saurait être comparé. Or, calquer notre stratégie et notre tactique sur celles de l'ennemi, ce serait lui offrir le plein rendement de son matériel en lui évitant tout imprévu dans son utilisation. Si, fasciné lui aussi par les méthodes européennes, Abd el Krimm les avait adoptées, il serait vaincu depuis longtemps.

En Suisse, nous n'avons pas osé rompre encore avec nos vieilles habitudes d'imitation pour adopter franchement la stratégie et la tactique de nos moyens.

Aujourd'hui comme en 1914 nous concentrerions l'armée derrière une couverture de détachements-frontières. C'est classique ; c'est ainsi que l'on procéderait un peu partout. On a varié d'ailleurs chez nous quant au choix de la zone de concentration. Avant la guerre, l'opinion qui semblait avoir prévalu était d'attendre l'envahisseur très en arrière, pour lui livrer la grande bataille à l'intérieur du pays. Aujourd'hui, on en est revenu quelque peu ; la solution dépendrait évidemment de la situation dans laquelle nous nous trouverions et du temps disponible.

Quant aux troupes de couverture, avec notre système de milices, elles risquent dans bien des cas d'arriver trop tard. Mais dans les hypothèses les plus favorables, celles où l'ennemi ne les bousculerait pas avant qu'elles ne fussent prêtes, on n'a jamais escompté qu'elles dussent tenir au delà du temps nécessaire à la concentration de l'armée. Leur tâche n'est donc pas d'opposer à l'ennemi une résistance prolongée, mais simplement d'essayer de barrer le chemin à ses raids de la première heure.

Quant à chercher la grande bataille très en avant, sur la frontière si possible, comme certains le voudraient, sous prétexte que le terrain n'y serait pas moins favorable et qu'il faut défendre pas à pas le sol d'un pays qui n'a déjà point de profondeur, ce serait courir le risque de nous faire battre

encore plus tôt, avant d'avoir pu même mettre en ligne la totalité de nos faibles moyens.

Une défaite, dans ces conditions, ce serait l'impossibilité pour notre armée de reprendre pied sur un nouveau front, où l'ennemi arriverait partout en même temps que nous. En quelques jours notre résistance principale serait ainsi brisée, et les quelques engagements qui pourraient suivre ne seraient plus que les soubresauts sans importance d'une armée désorganisée et d'un pays qui râle. Nous aurions manqué le but véritable de notre résistance, qui est de durer.

Mais en nous conformant au contraire à notre doctrine d'avant-guerre, en sacrifiant d'avance une notable partie du pays pour nous installer d'emblée à l'intérieur, sur une ligne plus ou moins solide, ferions-nous un beaucoup meilleur calcul ? L'ennemi traverserait très rapidement la zone non défendue, se concentrerait méthodiquement en face de nous, cherchant encore à nous déborder sur les ailes, puis déclencherait finalement son offensive une fois qu'il aurait tout à pied d'œuvre : un outillage d'une puissance irrésistible et une supériorité numérique écrasante.

Evidemment, ce n'est pas en quelques heures, ni même en quelques jours que se monte une offensive de cette envergure, quels que soient les moyens dont on dispose. Nous voulons admettre que notre résistance ainsi organisée puisse durer un mois. Ce délai suffirait-il pour permettre au partenaire de nous fournir le matériel complémentaire susceptible de la prolonger ? J'en doute. Ce qui est certain, par contre, c'est que la somme de sacrifices consentis par le pays dévasté et l'armée anéantie serait hors de proportions avec un si piètre résultat. Il faut arriver à mieux, et c'est cette préoccupation qui constitue ce que j'appellerais l'*esprit nouveau*. « La défensive flexible » prévue et réglementée il y a quelques années par le Chef d'Etat-major de l'armée, « Führung und Gefecht », le fameux projet tant discuté l'année dernière, en sont les premiers reflets officiels.

L'*esprit nouveau* n'est pas encore une doctrine bien établie, ni bien précise, c'est plutôt une conviction générale dont la formule de réalisation n'est pas trouvée d'ailleurs. Notre

instinct, autant que les expériences de nos cours de cadres, nous incitent à chercher tous les moyens de dérouter les prévisions de l'adversaire basées sur les leçons de la dernière guerre, à laquelle la prochaine, comme toujours, ne ressemblera pas du tout.

Le plus ardent champion de cette manière de voir fut sans contredit le lieutenant-colonel d'E. M. G. Borel. Avant son départ pour un stage de deux ans à l'Ecole de guerre de Paris, il avait mis en circulation déjà une étude dans laquelle il préconisait la défense du pays sur la frontière même par des troupes de la région, familiarisées avec les moindres détails du terrain, et stimulées dans leur esprit de sacrifice par un intérêt plus immédiat. A son retour, sa conviction s'est encore renforcée de tout ce qu'il avait appris là-bas. Il voudrait aujourd'hui que nous adoptions franchement la guerre d'embuscade, menée sur les flancs et les derrières de l'ennemi en marche par des essaims de patrouilles.

Armées de fusils-mitrailleurs, restant terrées pendant l'écoulement des avant-gardes ennemies, elles surgiraient au passage des gros, fusillant brusquement un convoi et disparaissant aussitôt après, pour recommencer un peu plus loin. L'exploration ennemie ne les dénicherait que bien rarement, et jamais qu'au prix de pertes cruelles. L'aviation ne les trouverait pas ; l'artillerie ne leur pourrait rien ; les gaz, pas davantage.

Ces suggestions du lieutenant-colonel Borel, et d'autres de même nature, concordant aujourd'hui avec le sentiment presque général de l'armée, il me semble intéressant de les préciser quelque peu ; de les coordonner dans un plan d'ensemble, et de rechercher les formules permettant leur application.

Pour qu'un belligérant ait un intérêt sérieux à nous attaquer, il faut que son offensive puisse être menée très rapidement et que son adversaire n'arrive plus à parer la manœuvre. Si donc notre résistance dure un certain temps, le coup est manqué et l'opération tourne au détriment de l'envahisseur. Mais s'il pouvait le prévoir, il ne la tenterait même pas, et nous sortirions indemnes encore une fois de la mêlée générale.

La première mesure à prendre serait évidemment d'orga-

niser, pour chaque front, une zone de couverture. Le landsturm serait chargé d'en occuper tous les points au premier signal. Chacun d'eux recevrait donc instantanément sa petite garnison, qui aurait été orientée avant l'événement, et avec une absolue précision, sur sa mission.

Rivé au terrain et échelonné en petits barrages successifs sur toute la profondeur de la zone de couverture, le landsturm ne constituerait sans doute par lui-même qu'un obstacle éphémère. Mais c'est là qu'on ferait intervenir un corps nouveau, créé de toutes pièces, et susceptible de corser singulièrement sa résistance.

Dans chaque régiment d'infanterie d'élite, on grouperait en une compagnie, hors cadres, les trois cents hommes les mieux doués physiquement et les plus sûrs. Composée de tireurs de premier ordre, commandée par des officiers de choix, cette compagnie serait pourvue de vingt-quatre fusils-mitrailleurs. Son rayon d'action serait limité, en principe, à l'arrondissement de recrutement régimentaire, et les hommes seraient appelés à combattre ainsi pour leurs foyers, au sens le plus restrictif du mot.

A chaque compagnie régimentaire correspondrait une compagnie territoriale d'effectif égal, provenant de la même circonscription, mais recrutée en dehors de l'élite, dans les autres classes d'âge et dans n'importe quelle arme. On pourrait même y incorporer des tireurs ou des chasseurs n'ayant pas servi dans l'armée, s'ils possèdent, par ailleurs, toutes les qualités requises. Le principe du recrutement de ces compagnies serait l'enrôlement volontaire, complété, s'il ne suffit pas, par l'incorporation au choix.

Les hommes qui en feraient partie prêteraient, une fois pour toutes, un serment solennel, jurant d'attaquer l'ennemi sans trêve ni répit s'il apparaissait en temps de guerre dans leur secteur, et de ne jamais se rendre tant qu'ils pourraient combattre.

Couplées par circonscription régimentaire, ces compagnies s'entraîneraient chaque année sur leur terrain à leur tactique spéciale. En cas de guerre, chaque homme, tout armé et équipé, rejoindrait directement sa patrouille à son

point de rassemblement. La coopération avec le landsturm serait réglée dans les moindres détails.

Ce corps nouveau évoquerait tout naturellement le souvenir des « Aventuriers », « Freye Knechte » ou « Enfants perdus [1] » de la Suisse héroïque, qui s'illustrèrent à jamais en couvrant la marche de ses corps de bataille.

Il en différerait cependant sous plusieurs rapports. Tout d'abord, son activité spécifique serait concentrée tout entière sur la guerre d'embuscade. Mais leur différence essentielle serait moins d'ordre technique que d'ordre moral.

D'une bravoure insurpassable, les « Enfants perdus » se recrutaient tout de même à l'origine parmi les déshérités de la vie, pour qui la mort était souvent une délivrance. C'est encore, de nos jours, la raison qui a fait de la Légion étrangère française un corps sans peur, sinon sans reproche. Les « Enfants perdus » de demain, qui ne devraient céder en rien comme mordant à ceux d'hier, représenteraient au contraire l'élite incontestable du pays.

Nous leur restituerions ce nom légendaire de *carabiniers*, vide de sens à l'heure actuelle où on le donne à des soldats qui ne se distinguent plus en rien de tous les autres. Les carabiniers d'autrefois étaient bien, d'ailleurs, les descendants, très évolués, il est vrai, des « Enfants perdus ». Ceux que nous rêvons, par leur valeur, leur préparation méthodique, l'importance de leur mission, seraient bien autre chose encore.

Leur zone d'action, zone des carabiniers, serait déterminée d'après le front attaqué. Elle comprendrait tout d'abord, cela va sans dire, la zone de couverture frontière et s'étendrait en arrière jusqu'à la ligne de concentration de nos forces principales. Derrière l'armée, les carabiniers territoriaux, dans leurs circonscriptions, attendraient les événements, prêts à entrer en activité en cas de rupture du front. Les carabiniers régimentaires de cette partie du pays suivraient au contraire leurs régiments, occupant les zones de surveillance et s'employant, s'il le fallait, à rendre la retraite plus meurtrière.

[1] Le capitaine Corpatauz, sous-archiviste d'Etat à Fribourg, a fait, à ma demande, de très intéressantes recherches sur les origines des « Enfants perdus » et leur évolution à travers les âges.

A ne considérer que leurs procédés de combat, on dira peut-être que nos carabiniers seraient de vulgaires partisans, des francs-tireurs. Non pas. Il ne faut pas confondre une troupe régulière, accomplissant une consigne, et des combattants-amateurs, qui ne prennent de la guerre que ce qui leur plaît et ignorent toute discipline. L'activité des francs-tireurs se disperse en général sans but déterminé ni plan d'ensemble. Ils sont un produit incohérent du dilettantisme et de la fantaisie.

La différence essentielle entre des partisans et les carabiniers, tels que nous les prévoyons, c'est donc que les uns seraient des soldats et que les autres n'en sont pas. Les carabiniers, troupe d'élite d'une armée régulière, combattraient toujours dans le cadre incontestable des lois de la guerre.

Si malgré cela, pour se venger d'adversaires aussi dangereux qu'insaisissables, l'ennemi les traitait en francs-tireurs et usait de représailles, il encourrait la réprobation du monde civilisé. Cette considération d'ordre purement moral n'arrêterait d'ailleurs aucun belligérant. Autrement persuasif serait le supplément de risques que comporterait pour l'envahisseur la création de ce corps nouveau, et cet argument entrerait certainement en ligne de compte, quand il supputerait le pour et le contre de la violation de notre pays. Je crois, pour ma part, qu'il diminuerait considérablement le danger que nous courrions d'être envahis.

Mais il va de soi que les carabiniers ne seraient qu'un accessoire de notre défense nationale, et ce n'est pas en renforçant outre mesure leurs effectifs aux dépens de la résistance principale, qu'on augmenterait leur rendement. Non seulement leur valeur diminuerait en raison directe de leur nombre, mais la question de leur ravitaillement — qui ne se poserait pas avec les chiffres que nous proposons — se compliquerait immédiatement si l'on multipliait ces compagnies. Bien plus ! Toute augmentation des carabiniers profiterait à l'ennemi. Ses opérations de nettoyage, sans lui coûter plus cher, cesseraient d'être, sinon infructueuses, du moins sans aucun rapport avec l'effort donné et les sacrifices consentis.

D'ailleurs, la tâche des carabiniers ne serait pas d'arrêter

l'invasion, mais de ralentir et de démoraliser l'ennemi avant qu'il ait épuisé toute la série de nos résistances successives.

Je tiens à souligner que la formation et l'entraînement de ce nouveau corps n'exigerait aucune dépense supplémentaire. Ces compagnies n'auraient ni voitures, ni cuisines. Dans chaque canton un officier supérieur dirigerait leur instruction. Il va de soi que ce ne serait pas le premier venu. En ce qui concerne ma brigade, je vois cet officier aussi bien à Neuchâtel qu'à Fribourg. C'est dire qu'on le trouverait aussi ailleurs.

La première résistance que rencontrerait donc l'envahisseur, serait celle des carabiniers et du landsturm. Nous sommes persuadés que leurs efforts combinés, qui commenceraient dès la frontière, enlèveraient bien vite aux avant-gardes ennemies leur force de pénétration. Ils nous permettraient certainement de pousser très en avant de notre armée, concentrée sur une ligne intérieure, des brigades entières, agissant en groupements indépendants, dans des secteurs déterminés.

Cette possibilité, c'est la solution heureuse d'un double problème: défendre le terrain pied à pied sans compromettre toute l'armée dans cette entreprise. Il sera toujours hasardé de tenter sa concentration très en avant ; parfois même ce serait une absurdité de le risquer. Ainsi, les partisans de la défense du territoire national à ses extrêmes confins n'ont jamais entendu étendre ce principe à notre front ouest, en portant nos forces principales tout le long d'une frontière à la fois défavorable par son tracé et par son étendue. Le Jura n'a évidemment aucune signification stratégique pour notre défense nationale. Le barrage de notre armée entière sur ce front-là n'empêcherait pas l'ennemi de le crever sur un ou plusieurs points, et alors quelle serait la situation de ses tronçons dont la retraite serait compromise et devancée par l'irruption de l'envahisseur à l'intérieur du pays ?

Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille pas profiter du Jura et de sa valeur tactique. Nous serions impardonnables de n'y pas combattre avec acharnement. En le faisant avec quelques brigades indépendantes, nous soumettrions l'ennemi à une rude épreuve, et il en sortirait diminué certainement pour la bataille finale qui se livrerait plus en arrière.

Ces brigades, qui constitueraient le deuxième cran d'arrêt de notre résistance, bénéficieraient dans leurs combats du travail de harcèlement des carabiniers. Adoptant des dispositifs très largement articulés et ne se laissant jamais accrocher complètement sans nécessité absolue, elles disputeraient le terrain pas à pas. Faisant partie des régions constituant le front menacé, elles auraient comme stimulant, elles aussi, la défense plus immédiate de leurs foyers. La 5e brigade, dans le Jura bernois ; la 4e dans le canton de Neuchâtel, quel cadre pour leur sacrifice, et où se trouveraient-elles dans de meilleures conditions pour le faire payer très cher à l'ennemi !

Ces brigades ne combattraient pas cependant d'après les principes de la « défensive flexible » en formant de leurs fronts jointifs un unique cordon sous un même commandement. Elles opéreraient en liaison, mais sans aucune dépendance réciproque, chacune dans le secteur qui lui serait assigné.

Leur action, il va sans dire, ne serait pas livrée au hasard, mais minutieusement préparée par des cours tactiques et des manœuvres dans la région même où elle devrait s'exercer. Le combat des brigades indépendantes aurait pour but final d'amener l'adversaire devant la ligne où l'armée jouerait enfin son va-tout. Mais nous gagnerions ainsi le temps nécessaire pour organiser notre résistance décisive et la renforcer d'une puissante artillerie empruntée à nos partenaires. D'ailleurs nos forces principales ne se borneraient pas à préparer leurs positions défensives. Elles pousseraient à chaque instant de puissants renforts sur le front des brigades et leur brusque apparition, au petit jour, sur tel ou tel point, serait chaque fois un coup de théâtre pour l'ennemi. A la faveur de la nuit, le lendemain ou le surlendemain, remontées sur leurs camions, ces troupes rentreraient à leur point de départ.

Quand, en fin de compte, l'ennemi se présenterait devant notre front de bataille, après avoir traversé le double barrage de nos carabiniers et des brigades avancées, il aurait perdu certainement déjà sa belle confiance de la première heure, beaucoup de monde et pas mal de temps. Devant cette dernière muraille, puissamment armée, il dépenserait peut-être

le reste de ses forces, et comprendrait, après l'avoir renversée, l'inutilité de sa manœuvre à travers la Suisse.

Mais il est plus probable encore qu'il en ferait le bilan avant de la tenter, et s'il savait rencontrer toutes les difficultés que nous venons d'énumérer, il est presque sûr qu'il perdrait toute envie de nous envahir. La conclusion qui résulte tout naturellement de ceci, c'est qu'une Suisse désarmée serait un aimant pour le belligérant le plus fort et, par le fait, un véritable danger pour la paix européenne. Or si nous ne sommes pas complètement désarmés, nous n'avons cependant pas ce qu'il nous faudrait pour inspirer à nos voisins, nos envahisseurs possibles, ces salutaires réflexions. La plus grave lacune de notre défense nationale, c'est l'insuffisance de notre aviation de chasse, incapable actuellement, non pas d'empêcher l'offensive aérienne dont nous pourrions être l'objectif aux premières heures de la guerre, mais même de lui faire subir des pertes assez sérieuses pour qu'un belligérant hésite à l'entreprendre. Or, s'il hésitait, il y renoncerait.

Ou bien donc, l'armée qui nous est nécessaire, ou pas d'armée du tout. La simple logique voudrait qu'on s'en tînt à cette alternative. Hélas ! le Parlement vient de consacrer la solution intermédiaire, celle qui sauve la face, mais ne sauvera pas le pays : L'armée coûtera tant et pas un sou de plus. Les accords de Locarno ont été le signal et le prétexte de cette surenchère démagogique, où l'extrême gauche a vu la droite emboucher sa trompette et sonner l'hallali de toutes nos illusions.

On ne dit pas ouvertement qu'on ne veut plus d'armée, mais on lui refuse les moyens de remplir sa tâche. Que dira-t-on, le jour où le chef du département militaire et, derrière lui, le haut commandement, viendront déclarer qu'ils ne peuvent assumer plus longtemps une responsabilité désormais écrasante ? Il faut avoir le sens des réalités, et l'on sait trop bien que la formule de la paix universelle par le désarmement n'est qu'un attrape-nigauds. La Société des Nations n'empêchera pas toutes les guerres, car les grandes puissances n'accepteront jamais sa loi si leur intérêt s'y oppose. Hier,

la Turquie, en repoussant le protocole de Mossoul, s'est rangée tout simplement au nombre des grandes puissances.

Aussi la récente discussion du budget militaire aux Chambres fédérales nous a-t-elle pris toute notre belle confiance. Comment ne pas douter de l'avenir, quand ceux-là même, dont les principes étaient hier encore la plus solide armature du pays, s'arcboutent les tout premiers aujourd'hui contre la vieille muraille, et cherchent à l'ébranler ?

O 1914! perdu déjà dans la nuit des temps, et vous petits soldats catholiques de 1918, que j'ai vu mourir, le regard illuminé par l'extase du sacrifice, où êtes-vous ?

Colonel DE DIESBACH.